

Autour du père Youakim Moubarac, chronologie du Liban (1915-2008)

Giulio Romero Passerin d'Entrèves

1915-1916 - Durant la guerre de 14-18, les Britanniques promettent, à la fin du conflit, l'indépendance aux arabes de la « province de Syrie » (Syrie, Liban, Jordanie, Palestine) révoltés contre l'empire ottoman, allié de l'Allemagne.
1916 - Accords secrets de Sykes-Picot de partage du Proche-Orient, conclus entre la Grande-Bretagne et la France. Cette dernière établit son mandat sur le Grand-Liban et institutionnalise le confessionnalisme et l'hégémonie maronite.
1920 - La Conférence de San Remo donne à la France un mandat, sur la Syrie et le Liban, que la SDN confirme en 1922.
1922 - La SDN approuve le mandat français sur le Liban et la Syrie, ou « États du Levant », et le mandat britannique sur la Palestine.
1924, 20 juillet – Naissance de Youakim Moubarac à Kfarsghab, dans le nord du Liban
1941, Juillet - La Grande-Bretagne occupe les deux tiers du Liban. L'indépendance est alors accordée par le gouvernement français d'Alger (Charles de Gaulle).
1943 - Le 22 novembre 1943, l'indépendance est proclamée au Liban. Par le « pacte national », le confessionnalisme est maintenu, les chrétiens renoncent à la protection française et les musulmans au rêve d'une « grande Syrie ». Fin de la présence militaire française en 1946. L'indépendance est également accordée à la Syrie. Fin de la présence militaire française comme au Liban en 1946.
1948-1949 - IIe guerre israélo-arabe, entre Égypte, Liban, Jordanie et Syrie d'un côté, contre Israël de l'autre.
1951 - Création du Mouvement nationaliste arabe.
1962, 11 octobre - Le Pape Jean XXIII inaugure la première session du Concile de Vatican II dans la basilique Saint-Pierre-de-Rome. Cette gigantesque réunion rassemble plus de 2 000 ecclésiastiques et des experts non catholiques. Dès l'ouverture, le Pape prononce un aggiornamento (une mise à jour) des dogmes de l'église catholique. Jean XXIII veut adapter le message de l'église au monde moderne pour la rendre plus proche des fidèles. Les messes seront désormais dites dans des langues usuelles et non plus en latin. Et les prêtres devront se consacrer exclusivement aux fidèles. Le Concile s'achèvera en décembre 1965, sous le pontificat de Paul VI.
1970-71 - chassés de Jordanie, les combattants palestiniens de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) installent leurs bases au Sud-Liban.
1972 - Attentat de Munich contre l'équipe olympique israélienne par Septembre noir. Du coup, représailles israéliennes au Liban. Les Druzes (Kamal Joumblat) soutiennent la résistance palestinienne.
1972-73 - Des opérations militaires et des représailles entre Israéliens et Palestiniens sur le territoire libanais enveniment les relations entre les Palestiniens et l'Etat libanais.
1975, 13 avril - Au Liban, 27 passagers d'un autobus, pour la plupart palestiniens, sont tués par des miliciens phalangistes (chrétiens maronites). Des accrochages et des représailles s'ensuivent entre Palestiniens et Phalangistes. Cet évènement marque le début de la guerre du Liban qui durera 15 ans.

1975, Avril - 1976, janvier - Des combats opposent les milices chrétiennes conservatrices aux palestino-progressistes (Palestiniens et gauche libanaise). La Syrie soutient ces derniers, tout en proclamant sa neutralité.
1976 - Division de l'armée libanaise en Quatre factions principales. Pénétration au Liban des troupes syriennes. Les Israéliens ripostent en obtenant l'ouverture de leur frontière avec le Sud-Liban. La FAD (Force de dissuasion arabe) se déploie au Liban.
Election d'Elias Sarkis à la présidence de la République libanaise. Les factions en présence sont désormais : <ul style="list-style-type: none"> - côté chrétien : les phalanges chrétiennes (Kataëb) de Bechir et Amine Gemayel; les Forces libanaises (FL), devenues ensuite, sous la direction de Samir Geagea, le parti politique du Bloc National Libanais (BNL) autour de Raymond Eddé ; le Parti National Libanais (PNL) de Camille Chamoun; l'Armée du Liban Sud (ALS), financée par Israël, commandée par Saad Haddad puis par Antoine Lahad. - côté druze : le Parti socialiste progressiste (PSP) de Kamal puis Walid Joumblatt; le Mouvement national libanais (MNL) qui réunit les formations de gauche au sein d'un mouvement de soutien à l'OLP; côté palestinien et chiite, le Front patriotique de Libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, opposé au Fatah d'Arafat, très actif au Liban; le Hezbollah, mouvement intégriste chiite, dirigé par Hassam Nasrallah; Amal (Bataillons de la résistance libanaise), rival du précédent, dirigé par Hussein El-Husseini puis Nabib Berri.
1976, juin - Renversement d'alliance de la Syrie qui envoie des troupes au Liban à la demande du camp chrétien. Déroute des Palestino-progressistes.
1976, novembre - Fin officielle de la guerre. Le bilan est de 30 000 tués et 600 000 réfugiés. Mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD), à majorité syrienne. L'armée libanaise a éclaté en factions rivales. Le territoire est sous l'autorité d'une multitude de milices et de clans.
1977, mars - Assassinat de Kamal Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (PSP, druze). Les représailles font plusieurs dizaines de victimes chrétiennes.
1978, 14-15 mars - A la suite d'un attentat palestinien à Tel Aviv, les troupes israéliennes envahissent le Sud-Liban («opération Litani») pour créer une «zone de sécurité». L'Onu envoie une force d'interposition, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL, définie par les résolutions 425 et 426 du Conseil de Sécurité de l'ONU, dans son déploiement et son rôle). L'armée israélienne se retire en juin, laissant le contrôle du Sud Liban à la milice chrétienne du commandant Saad Haddad.
1978, juillet - Affrontements entre troupes syriennes et milices chrétiennes.
1979, avril - Le commandant Haddad proclame l'indépendance des zones chrétiennes du Sud-Liban et donne à sa milice le nom d'Armée du Liban Sud (ALS).
1981, juin - Affrontements entre Israéliens et Palestiniens au Sud-Liban. Les forces israéliennes assiègent et bombardent Beyrouth. (opération «Paix en Galilée»).
1982, 14 septembre - Elu moins d'un mois auparavant, le président Béchir Gemayel est assassiné à Beyrouth. Son frère Amine lui succèdera le 21. Les Israéliens entrent à Beyrouth-Ouest.

1982, 17-18 septembre - Le massacre de civils par les milices chrétiennes dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, avec la complicité passive de l'armée israélienne, fait 800 morts, selon une commission d'enquête israélienne.
1983, avril - Un attentat-suicide chiite fait 63 morts à l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth.
1983, mai - Signature d'un accord de paix entre Israël et le Liban. Création d'une zone tampon sous l'autorité de l'Armée du Liban Sud.
1983, septembre - La «guerre de la Montagne» oppose chrétiens et druzes. Ceux-ci prennent le contrôle de la région du Chouf.
1983, octobre - Double attentat-suicide du Djihad islamique contre les contingents français (58 morts) et américain (241 morts) de la force multinationale.
1983, novembre - Attentat-suicide contre le quartier général israélien à Tyr fait 62 victimes.
1983, novembre-décembre - Affrontements entre l'OLP et les Syriens, appuyés par des dissidents palestiniens à Tripoli. Yasser Arafat et 4 000 de ses partisans sont évacués sous protection française.
1984, février - La milice chiite Amal prend le contrôle de Beyrouth-Ouest. Les Druzes de Walid Joublatt s'emparent des positions des Forces Libanaises (milice chrétienne) dans la montagne au sud de Beyrouth. Les contingents militaires américains, britanniques et italiens de la Force multinationale quittent le Liban.
1984, mars - Premier d'une longue série d'enlèvements d'otages occidentaux. La France annonce le retrait de son contingent de la FINUL. Le Conseil des ministres libanais décide l'abrogation du traité de paix de mai 1983.
1984, mai - Formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Rachid Karamé.
1985, janvier - Annonce du retrait des forces israéliennes du Liban.
1985, mars - Un attentat à la voiture piégée dans un quartier chiite de Beyrouth fait 75 morts.
1985, mai-juin - Première «guerre des camps». Affrontements entre la milice chiite Amal, soutenue par une partie de l'armée libanaise, et les Palestiniens de Sabra et Chatila font 700 morts dans les camps de réfugiés.
1985, juin - Fin du retrait de l'armée israélienne du Liban, à l'exception d'une zone-tampon au sud, laissée sous le contrôle de l'Armée du Liban Sud d'Antoine Lahad.
1985, octobre - Accord pour un arrêt des combats entre les trois principales milices libanaises, Amal (chiite), PSP (druze) et Forces libanaises (chrétienne). Le président Gemayel fait échouer cet accord.
1986, janvier - Affrontements entre milices chrétiennes à Beyrouth.
1986, Mai - 1987, avril - Nouvelle «guerre des camps» entre Amal et Palestiniens.
1987, février - Violents affrontements entre milices druzes et chiïtes à Beyrouth-Ouest. Déploiement de 8 000 soldats syriens.
1987, juin - Le Premier ministre Rachid Karamé est tué dans un attentat. Il est remplacé par Salim Hoss.

1988, Fin - Au Liban, début du mandat du président Amine Gemayel qui met en place comme successeur le général Michel Aoun; tentatives infructueuses de ce dernier pour étendre son autorité aux régions contrôlées par la Syrie et les milices.
1988, mai - Les combats dans la banlieue sud de Beyrouth entre les milices chiïtes Amal et le Hezbollah (créée en 1982 au Sud Liban, à la suite de l'invasion israélienne) font 600 morts en 2 semaines. L'armée syrienne s'interpose.
1988, août - L'élection présidentielle est reportée, le quorum n'étant pas atteint. Le président Gemayel n'est pas remplacé à la fin de son mandat en septembre. Il désigne le commandant des forces armées, le général Aoun, pour former un gouvernement provisoire. Les musulmans ne le reconnaissent pas, et forment un gouvernement parallèle à Beyrouth Ouest, dirigé par Salim Hoss.
1989, mars - Echec de la « guerre de libération » de l'armée libanaise (Aoun) contre les 33 000 soldats syriens présents au Liban.
1989 - Accords de Taëf (22 octobre), 58 des 62 députés libanais réunis dans la ville saoudienne de Taëf approuvent le document d'entente nationale soumis par le comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc). Les accords établissent un nouvel équilibre entre les communautés, prévoient la dissolution des milices, le renforcement des pouvoirs du Premier ministre et la formation d'un gouvernement d'union nationale. La Syrie maintient plus de 40 000 soldats au Liban. Rejet par Aoun de ces accords; élection d'un nouveau président, René Mouawad, sous contrôle syrien, aussitôt assassiné (novembre 1989) et remplacé sous les mêmes pressions par Elias Hroui.
1989, novembre - René Moawad est élu président par les signataires des accords de Taef le 5, et assassiné le 22. Salim Hoss devient Premier ministre et le général Emile Lahoud succède à Michel Aoun en tant que chef des forces armées.
1990, janvier-mars - La guerre pour le contrôle du «Pays chrétien» entre partisans du général Aoun et Forces Libanaises de Samir Geagea fait plusieurs milliers de morts. Aoun se réfugie à l'ambassade de France. Il partira en exil en France en 1991. La guerre civile libanaise a fait plus de 140 000 morts en 15 ans.
1990 - Michel Aoun, finalement vaincu militairement par une coalition syro-libanaise, doit se réfugier à l'ambassade de France; gouvernement d'union nationale d'Omar Karamé (24 décembre).
1990 - Tandis que des affrontements entre différentes factions permettent à la Syrie d'étendre sa présence au Liban, les forces politiques du pays acceptent peu à peu les accords de Taëf que le Parlement libanais commence à mettre en œuvre.
1991, mai - Signature d'un Traité d'amitié avec la Syrie, qui consacre le rôle prépondérant de Damas.
1991 - Retour progressif de la paix civile au Liban; départ pour l'exil en France de Michel Aoun.
1992, octobre - Le milliardaire Rafic Hariri est nommé Premier ministre. Elections législatives partiellement boycottées par les chrétiens (taux de participation de 20%).

1995, 24 mai – Mort du père Youakim Moubarac à l'abbaye Notre-Dame-de-Jouarre.
1996, avril - A la suite de tirs de roquette du Hezbollah contre le nord d'Israël, le Premier ministre israélien, Shimon Pérès, lance en représailles l'opération "Raisins de la colère". 102 civils réfugiés dans un camp de l'ONU au Sud-Liban sont tués par des bombes israéliennes. Création d'un Comité de surveillance tripartite (libanais, syrien et israélien), sous la présidence alternée des Etats-Unis et de la France, Israël et le Hezbollah s'engagent à s'abstenir de viser des cibles civiles de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise et de tirer à partir de zones habitées.
1998, octobre - Le parlement élit le commandant en chef de l'armée, Emile Lahoud, au poste de président de la République. Un mois plus tard, celui-ci évince Rafic Hariri du poste de Premier ministre et nomme Salim Hoss à sa place.
1999, juin - Décidés par le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, encore en fonction jusqu'au 6 juillet, des raids israéliens en représailles à des opérations du Hezbollah font 8 morts et 60 blessés.
1999, mai - Trois jours après son élection au poste de Premier ministre israélien, Ehud Barak annonce son intention de retirer l'armée israélienne du Sud-Liban avant un an.
2000, 27 août-3 septembre - Le résultat des élections législatives constitue un camouflet pour le Premier ministre Salim Hoss. Ce scrutin marque le retour de son prédécesseur, Rafic Hariri.
2000, février - Intensification des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne.
2000, 5 mars - Le gouvernement israélien approuve la proposition du Premier ministre, Ehud Barak, de retrait unilatéral des troupes israéliennes du Sud-Liban, avant juillet 2000.
2000, mai - Les désertions qui se multiplient dans les rangs de l'ALS entraînent le retrait précipité de l'armée israélienne du Sud-Liban. Le Hezbollah s'efforce de prendre le contrôle de la zone de sécurité.
2000, octobre - Le Hezbollah capture trois militaires israéliens dans le secteur disputé de Chebaa, aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël.
2001, août - Vague d'arrestation de militants chrétiens anti-syriens, accusés de complot contre la sécurité du Liban.
2001, juin - Retrait partiel des troupes syriennes de Beyrouth et de ses environs. En vertu de l'accord de Taëf (1989) qui a mis fin à la guerre civile, l'armée syrienne aurait dû se retirer de Beyrouth et de ses banlieues vers la plaine de la Békaa en 1992. 23 victimes rescapées du massacre de Sabra et Chatila en 1982 déposent une plainte collective à Bruxelles contre Ariel Sharon pour crimes de guerre.
2001, novembre - Les Etats-Unis rendent publique une liste de groupes terroristes incluant le Hezbollah et demandent à Beyrouth de geler les avoirs du mouvement islamiste. Le gouvernement libanais, qui considère le Hezbollah comme une organisation de résistance et non un groupe terroriste, rejette cette demande.
2001, septembre - Les mouvements chiites pro-syriens Amal et Hezbollah remportent la majorité des 115 municipalités lors des élections au Liban.

2002, 24 janvier - L'ex-chef de guerre chrétien Elie Hobeika est tué dans un attentat à la voiture piégée près de Beyrouth. Il était considéré comme l'un des responsables des massacres de Sabra et Chatila.
2004, 11 mai, Les Etats-Unis imposent des sanctions économiques contre Damas et réclament le retrait du corps expéditionnaire syrien.
2004, 28 août, le gouvernement libanais annonce un projet d'amendement de la Constitution pour prolonger le mandat du président Lahoud. Deux jours plus tôt, le président syrien Bachar al-Assad avait convoqué le Premier ministre Rafic Hariri, pour lui signifier la volonté de Damas.
2004, 2 septembre, A l'initiative de Paris et de Washington, le Conseil de sécurité de l'Onu adopte la résolution 1559 appelant au respect de la souveraineté du Liban et au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol, visant implicitement la Syrie.
2004, 20-29 septembre, Redéploiement de quelque 3 000 soldats syriens qui retournent en Syrie.
2004, 21 septembre, Le député et chef druze Walid Joumblatt lance une pétition remettant en cause la prolongation du mandat du président Lahoud.
2004, 20 octobre, Démission de Rafic Hariri. Le député pro-syrien Omar Karamé forme un nouveau gouvernement.
2004, 13 décembre, Pour la première fois depuis 1975, tous les partis de l'opposition lancent un programme commun dénonçant la tutelle syrienne.
2005, 14 février, Rafic Hariri est tué à Beyrouth, dans un attentat à l'explosif qui fait 18 morts. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'Onu demande à Kofi Annan un rapport sur les circonstances de la mort de l'ancien Premier ministre et réclame le retrait des troupes syriennes du Liban.
2005, 16 février, Début de manifestations quotidiennes de l'opposition contre la présence syrienne.
2005, 23 février, Plus de deux cents personnalités syriennes appellent, dans une lettre ouverte, le président Bachar al-Assad à retirer l'armée syrienne du Liban.
2005, 24 février, Les gouvernements libanais et syrien annoncent un redéploiement des troupes syriennes vers la plaine de la Békaa (est).
2005, 28 février, Le gouvernement d'Omar Karamé démissionne.
2005, 8 mars, A l'appel des partis chiïtes Hezbollah et Amal, près de 400 000 personnes manifestent à Beyrouth en faveur de la Syrie et contre l'ingérence de Washington et Paris.
2005, 14 mars, Près d'un million de personnes manifestent à Beyrouth, dans un rassemblement sans précédent, pour réclamer la vérité sur l'assassinat de l'ex-dirigeant Rafic Hariri et le départ du chef de l'Etat Emile Lahoud et de ses chefs de sécurité.
2005, 2 avril, Neuf personnes sont blessées dans un attentat à l'explosif dans la région chrétienne du Metn, à l'est de Beyrouth. C'est le quatrième attentat à l'explosif visant les chrétiens depuis le 19 mars. Les trois autres attentats avaient fait trois morts.

2005, 3 avril, La Syrie et l'ONU parviennent à un accord sur le retrait de toutes les troupes syriennes déployées au Liban avant le 30 avril.
2005, 7 avril, Le Conseil de sécurité des Nations unies décide de mettre en place une Commission internationale indépendante pour enquêter sur l'assassinat de Rafic Hariri.
2005, 26 avril, Le départ des derniers soldats syriens marque la fin officielle de la présence de Damas au Liban.
2005, 4 mai, La justice annule les poursuites concernant trois chefs d'accusation contre le général Michel Aoun, ancien Premier ministre chrétien, exilé en France pendant quinze ans. Il rentre au Liban le 7 mai.
2005, 27 mai, Le général Aoun annonce sa candidature aux élections législatives. Il choisit de s'allier avec des hommes liges de Damas.
2005, 29 mai - 19 juin, Elections législatives étalées sur quatre dimanches successifs; la coalition anti-syrienne menée par Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre, remporte 72 des 128 sièges.
2005, 2 juin, Le journaliste et opposant anti-syrien Samir Kassir est assassiné dans un attentat à la voiture piégée.
2005, 21 juin, L'ancien chef du Parti communiste, Georges Hawi, proche de l'opposition antisyrilienne, est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth.
2005, 19 juillet, Fouad Siniora, un ancien allié de Rafic Hariri, forme un nouveau cabinet incluant le Hezbollah.
2005, 1er septembre, Le procureur général engage des poursuites judiciaires contre trois anciens officiers ainsi que le chef de la garde présidentielle libanaise liés, selon l'enquête, à l'assassinat de Rafic Hariri.
2005, 20 octobre, Publication d'un rapport de la commission d'enquête de l'ONU, dirigée par le juge allemand Detlev Mehlis, qui met en cause la Syrie.
2005, 12 décembre, Le journaliste et député chrétien Gebrane Tuéni est tué dans l'explosion d'une voiture piégée.
2006, 26 janvier, L'ONU envisage la création d'un «tribunal à caractère international» sur les attentats au Liban.
2006, 12 juillet, Israël lance une vaste offensive aérienne et maritime sur le Liban, après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres. L'opération a été revendiquée par le Hezbollah. Le Premier ministre israélien Ehud Olmert rejette toute négociation avec le mouvement chiite, qui propose un échange des soldats contre des détenus. Israël bombarde Beyrouth et le Liban-Sud et cause de graves dommages aux infrastructures (ponts et ports). Le Hezbollah riposte par des tirs de roquette sur le nord d'Israël. Israël impose un blocus aérien et maritime au Liban.
2006, 12 août, Le Conseil de sécurité adopte la résolution 1701 appelant à la cessation des hostilités au Liban. Le Liban puis Israël approuvent la résolution. Le Hezbollah s'engage à cesser tout acte d'hostilité. La résolution prévoit de donner des moyens et des effectifs supplémentaires à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), qui aura pour mission d'épauler la force armée libanaise de 15 000 hommes que le gouvernement s'est engagé à déployer au Liban-Sud.

2006, 14 août, Entrée en vigueur de la cessation d'hostilités entre Israël et le Hezbollah. En un mois, la guerre a fait près de 1200 morts et 900 000 déplacés au Liban; 150 morts et 400 000 déplacés en Israël.
2006, 17 août, Début du déploiement de l'armée libanaise au Liban Sud.
2006, 25 août, Les Européens s'engagent à fournir plus de 7 000 hommes à la Finul. La France annonce le déploiement de 2 000 soldats.
2006, 7-8 septembre, Israël lève le blocus aérien puis maritime qu'il imposait au Liban depuis le début de la guerre, le 12 juillet.
2006, 1er octobre, Les troupes israéliennes quittent les dernières positions qu'ils occupaient au Liban sud, à l'exception du village de Ghajar, à cheval sur la frontière libano-israélo-syrienne.
2006, 21 novembre, Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve le projet de création du Tribunal spécial pour le Liban.
2006, 21 novembre, Pierre Gemayel, ministre de l'Industrie, est assassiné par balles à Beyrouth. Chrétien maronite, il était le fils de l'ancien président Amine Gemayel et le neveu de Béchir Gemayel, l'ancien chef pro-israélien des Forces libanaises, assassiné en septembre 1982.
2006, décembre, Les chiïtes et les partisans du général chrétien Michel Aoun entament un sit-in près des bureaux du chef du gouvernement Fouad Siniora, dont ils réclament la démission.
2007, janvier, L'opposition déclenche une grève générale qui dégénère en affrontements entre chiïtes et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale.
2007, 25 janvier, Une quarantaine de pays et d'organisations internationales réunis en conférence à Paris, promettent 7,6 milliards de dollars de soutien à l'économie libanaise. En contrepartie, le Liban devra engager des réformes économiques sur cinq ans pour enrayer la crise financière.
2007, 17 mai, Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne déposent au Conseil de sécurité un projet de résolution pour la création d'un tribunal international pour juger les assassins de Rafic Hariri.
2007, Fin mai, De violents combats éclatent entre l'armée libanaise et le Fatah al-Islam, une milice islamiste retranchée dans un camp de réfugiés palestiniens à Tripoli, dans le Nord du pays. L'armée ne reprend le contrôle du camp, en ruines, qu'en septembre. La bataille a fait près de 400 morts. Une partie des miliciens serait parvenue à s'échapper.
2007, 18 septembre, Un attentat à la voiture piégée coûte la vie à huit personnes, dont le député chrétien anti-syrien Antoine Ghanem.
2007, 25 septembre, La séance du Parlement convoquée pour élire le président de la République est ajournée. Majorité et opposition ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'amendement de la loi électorale pour les prochaines législatives.
2008, 12 février, Assassinat, à Damas (Syrie) d'Imad Moughnieh, chef de la sécurité du Hezbollah, recherché par Interpol pour des attentats et des enlèvements depuis 20 ans.

2008, début mai, Des affrontements meurtriers éclatent entre la majorité et l'opposition, à la suite du limogeage du chef des services de sécurité de l'aéroport, un officier chiite prosyrien et de la mise hors la loi du réseau de télécommunications du Hezbollah. Les chiïtes lancent une campagne de désobéissance civile. A Beyrouth, le mouvement dégénère en bataille de rue et le Hezbollah prend le contrôle des quartiers ouest de la ville; les combats, qui font plus de 60 victimes, s'étendent à Tripoli et dans le Chouf. Le 14 mai, le gouvernement annule les deux décisions prises à l'encontre du Hezbollah. Grâce à une médiation de la Ligue arabe et du Qatar, un accord est conclu prévoyant l'élection immédiate du président de la République, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la levée du sit-in installé par l'opposition depuis fin 2006 dans le centre de Beyrouth.

2008, 25 mai, Michel Sleimane, commandant en chef de l'armée, est élu Président du Liban après 18 mois de crise politique.